

peu à peu. Mauroy du Nord, une des autres grosses fédérations, crée un organisme concurrent : le Centre National d'Etudes et de Promotion, sur une base beaucoup plus droitière, proche des positions de Deferre. Mollet, après l'inter-règne de Savary et la prise de direction par Mitterrand et ses hommes, met sur pieds une tendance (bien que le droit de tendance ne soit pas reconnu au PS) : la « Bataille Socialiste » dont on n'entend pas beaucoup parler, mais qui évoque l'autre tendance qui porta ce nom en 34 et où se retrouvaient la gauche unitaire et la gauche révolutionnaire de la SFIO. Poperen sur le fond fait une analyse voisine. Il mise sur la « libéralisation » de tout ou partie du PC. L'historienne Annie Kriegel, qui a suivi le même itinéraire politique que lui, a essayé de prouver que la scission de Tours avait été un accident. L'intervention de Guy Mollet en 1965, au congrès du PS, sur les problèmes de la fédération, est caractéristique : « J'accepte l'idée qu'une fédération pourrait aller plus loin, viser à l'unité organique des socialistes, mais j'espère que la fédération sera d'accord à ce moment-là pour s'adresser à tous ceux qui acceptent la grande idée du socialisme, y compris les communistes. C'est à ce moment là seulement que des millions de travailleurs dont la force est paralysée comprendront que le véritable avenir de la démocratie socialiste en France passe par l'unité ouvrière. Pourquoi voiler cet aspect des choses ? Vous savez bien que nos difficultés viennent de l'existence du PC. J'en veux aux communistes parce qu'ils nous ont obligés à prendre pour la défense de la République des responsabilités qui nous empêchaient d'être nous-mêmes. Mais il ne faut jamais qu'un parti socialiste dise qu'il renonce à la volonté de réunir un jour tout le monde du travail ». Mauroy, lui, dit en 1971 : « Nous n'acceptons pas que se développe dans le public l'idée que les communistes sont en train de devenir des socialistes et les socialistes des communistes ».

IV — BILAN ET PERSPECTIVES (PROVISOIRES)

a) sur le rassemblement des forces à la gauche du gaullisme

Ce projet de recherche d'une nouvelle majorité commun au PC, à Mitterrand, à Mendès, à Deferre et à JJ.SS, semble piétiner et même retarder. La radicalisation de la jeunesse et des travailleurs a amené à en décaler l'axe beaucoup plus à gauche qu'au départ. Il n'est pas sûr que le projet de grande fédération, prélude à une organisation unifiée, soit abandonné, mais on est plus prudent dans les étapes et on se contente pour l'instant du débauchage de personnalités (Buron, Cellard) ou de courants (gauche du parti radical). Même la transformation de la petite fédération a échoué sur mai 68. A la place de la FGDS négociant comme telle avec le PCF, nous avons des accords multilatéraux : nouveau PS avec PC et PSU, PS avec gauche du parti radical, dans le cadre d'une Union de la Gauche socialiste et démocratique, PC avec gauche du parti radical.

La scission réformatrice (UGSD) — réformateurs (JJSS, Lecanuet) semble durable. Elle reflète la montée de la lutte de classes sans doute, on ne peut pour autant dire qu'il y a entre réformistes et réformateurs une barrière de classe. Celle-ci, même si elle est floue, passe à l'intérieur du réformisme et en particulier à l'intérieur du PS, comme elle passait antérieurement, non entre la gauche et la droite, mais à l'intérieur de la gauche même. Mitterrand semble donc pour l'instant se satisfaire de l'aboutissement de la première étape de son travail : l'aile droite du PSU à laquelle vient de se joindre Martinet, l'aile gauche du Parti Radical (mendessistes plus Cellard), l'aile gauche de l'UDSR, les clubs couches nouvelles et catho de gauche se sont agglutinés à la vieille SFIO et ont pris,

pour lui, la direction et une partie de l'appareil. Il semble pour l'instant admettre le partage réformiste (centre gauche) — réformateurs (centre droite) mais il n'abandonne pas l'idée de gouverner grâce à la coalition de ces deux forces, avec le PCF comme force d'appoint. Ce serait un retour à la période bénie de 45, du gouvernement PC-PS-MRP avec une majorité PS-PC et un bonaparte Mitterrand-De Gaulle pour couronner le tout. Dans « France Nouvelle », avant Mai 68, Garaudy faisait de la politique-fiction et rêvait à la chambre rénover qui mènerait le pays à la démocratie véritable, son amorce du nouveau « bloc historique » n'avait rien à envier à celui de Mitterrand : il imaginait la coalition communistes-démocrates-socialistes-chrétiens sociaux. Dans un interview au « Nouvel Observateur », Mitterrand précisait : « Le Front Populaire 1965 est considéré comme un épouvantail que l'on agite du côté du pouvoir pour que les républicains de droite et du centre s'en éloignent ». On voit que chez lui, comme au PCF, les « républicains de progrès » doivent jouer leur rôle.

De sa place de Bonaparte dans le PS conquise autour de l'OPA qu'il a réussi en opération la jonction entre ses outsiders hétéroclites et la droite moderniste du PS, Mitterrand peut aujourd'hui se lancer dans la troisième phase de l'opération qui est de devenir le Bonaparte des forces à la gauche du gaullisme. En se situant au point de rencontre du libéralisme bourgeois et du réformisme ouvrier (PCF inclus), il espère utiliser les forces ouvrières tout en les canalisant et les neutralisant :

« S'il existe un noyau central cohérent et homogène dans le socialisme démocratique, il exercera un pouvoir d'attraction (la physique est proche de la politique) sur sa gauche et sur sa droite, c'est-à-dire sur les électeurs du Marais et sur les électeurs communistes. Il équilibrera les éventuels progrès communistes et du même coup attirera des couches socio-professionnelles qui se reconnaissent dans la gauche sans aller jusqu'à admettre le système communiste ».

Un socialisme du possible

b) L'OPA sur le PS, est-elle réussie ?

La balance des forces décrites plus haut, à l'intérieur du PS, est révélatrice. Nous savons qu'au congrès de constitution, une majorité de 43 000 mandats a porté à la direction Mitterrand, la minorité ayant recueilli 41 000 mandats. Comment cela se concrétise-t-il au Comité Directeur (élu à la proportionnelle intégrale) ?

L'aile bourgeoise a 43 % des élus, répartis pour 2/3 à Deferre-Mauroy-Chandernagor (le Nord et les Bouches-du-Rhône représentent, au moins sur le papier, le 1/4 des « militants » du PS) et 1/3 des ex-conventionnels de Mitterrand.

L'aile social-démocrate traditionnelle (Savary-Mollet-Poperen) a 47 % d'élus. On sait que le CERES avec ses 9 % porté sur la coalition Deferre-Mitterrand a donné la majorité. Cette minorité est composite. Ancien club de l'ENA, elle s'est agrégée de chrétiens de gauche de Citoyens 60 ou ceux de Buron (Objectif Socialiste) aussi bien qu'un Gazeau (de la CFDT-Métallurgie) ou un Jeanson, ainsi que l'Association des postiers socialistes.

En fait l'équilibre entre les deux courants fondamentaux du PS est encore plus en faveur de l'aile bourgeoise, si on considère le fait qu'un nombre important d'élus derrière le courant Savary-Mollet sont étrangers à la social-démocratie traditionnelle : on y trouve aussi bien d'anciens radicaux traditionnels comme Cellard ou Dreyfus-Schmidt que des mendessistes comme Puisas ou Béregovoy ou des partisans du « socialisme humaniste » comme Verdier. C'est donc de 10 % au moins, sinon plus qu'il faut réduire la force de ce courant.